

Mise en place de l'agenda d'accessibilité du CH Esquirol

Maître d'ouvrage :
CH Esquirol

15 rue du Docteur Marcland
87025 LIMOGES

**—ARTE
NIA—**



S.a.r.l. LaGires

Phase : **DCE**

Date : **11/07/2025**

Indice : **B**

CCTP Lot N°00 GENERALITES COMMUNES TOUS CORPS D'ETAT

Architecte
AMRA

23 rue Jean Jaurès
87000 LIMOGES
Tel : 06 11 35 40 20
Email : atelier@amrarchitecte.fr

Direction de travaux - OPC
LAGIRES - (ARTENIA
économie)

1 impasse de Tranchepie
87430 VERNEUIL SUR VIENNE
Tel : 05 55 50 10 25
Email : 87-lagires@orange.fr

BET Fluides
FLUTECH

1 rue Marcel Deprez
87000 LIMOGES
Tel : 07 86 89 89 30
Email : contact@be-flutech.fr

Économiste
ARTENIA

4 boulevard Louis Blanc
87000 LIMOGES
Tel : 06 34 14 76 70
Email : peyrournaud@artenia.pro

SOMMAIRE

00.0 GENERALITES - INSERTION DU PROJET	4
00.0.1 Objet	4
00.0.2 Liste des intervenants	4
00.0.3 Pièces communes	4
00.0.4 Pièces particulières	5
00.0.5 TVA	5
00.0.6 Nomenclature des lots	5
00.0.7 Note commune	5
00.0.8 Description sommaire du projet et du marché	5
00.0.8.1 Visite des lieux	5
00.0.8.2 Calendrier d'exécution	6
00.0.8.3 Référence des marques	6
00.0.8.4 Caractéristiques du marché de travaux	6
00.0.8.5 Pénalités de retard	7
00.0.9 Documentation techniques et normes	7
00.1 SPECIFICATIONS GENERALES AUX ENTREPRISES	8
00.1.1 Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire	8
00.1.2 Obligation de présentation des offres	9
00.1.3 Prise de connaissance du projet	9
00.1.4 Etudes spécifiques	9
00.1.5 Dossier DOE	9
00.2 ORGANISATION DU CHANTIER	10
00.2.1 Obligations des entreprises	10
00.2.1.1 Conformité à la réglementation	10
00.2.2 Matériaux et produits	10
00.2.2.1 Substitutions de matériaux	10
00.2.2.2 Echantillons	10
00.2.2.3 Matériaux défectueux	10
00.2.2.4 Vérification des matériaux et produits	10
00.2.3 Frais inter-entreprises	11
00.2.3.1 Compte Prorata	11
00.2.3.2 Protection des ouvrages	11
00.2.3.3 Échafaudage et moyens de levage	11
00.3 LIVRAISON DES OUVRAGES - SPECIFICATIONS PARTICULIERES	12
00.3.1 Précautions à prendre au vu de la réception d'ouvrages soignés	12
00.3.1.1 Protection des ouvrages	12
00.3.1.2 Réception des supports	12
00.3.1.3 Entretien et réception des ouvrages	12
00.4 SECURITE ET CONTRAINTES SUR SITE	12

SOMMAIRE

00.4.1 Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail	12
00.4.2 Sécurité des personnes	13
00.4.3 Sécurité collective	13
00.5 DECHETS ET GRAVOIS DE CHANTIER	13
00.5.1 Respect de la législation et de la réglementation	13
00.5.2 Tri des déchets sur chantier	14
00.5.3 Valorisation des déchets de chantier	14
00.5.4 Elimination des déchets de chantier après tri	14
00.5.5 Transport des déchets	15
00.5.6 Déchets inertes utilisés pour remblaiement sur site ou autres	15
00.6 LIMITES DE PRESTATIONS ENTRE LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT	15

00.0 GENERALITES - INSERTION DU PROJET

00.0.1 Objet

Le présent chapitre est applicable à tous les corps d'états.

Il résume les caractéristiques de l'opération et définit l'essentiel des clauses techniques administratives ou réglementaires communes à tous les corps d'état en complément de celles des CCTP, du CCAP et des diverses autres pièces écrites. Dans l'ordre de présence des pièces contractuelles émanant de la maîtrise d'oeuvre le présent document est prioritaire en cas de contradiction entre plusieurs pièces.

00.0.2 Liste des intervenants

MAITRISE D'OUVRAGE :

CH Esquirol
15 rue du Docteur Marcland
87025 LIMOGES
Tel : 05 55 43 10 60

MAITRISE D'OEUVRE :

Architecte

AMRA
23 rue Jean Jaurès
87000 LIMOGES
Tel : 06 11 35 40 20 :

Direction de travaux - OPC

LAGIRES - (ARTENIA économie)
1 impasse de Tranchepie
87430 VERNEUIL SUR VIENNE
Tel : 05 55 50 10 25

BET Fluides

FLUTECH
1 rue Marcel Deprez
87000 LIMOGES
Tel : 07 86 89 89 30

Économiste

ARTENIA
4 boulevard Louis Blanc
87000 LIMOGES
Tel : 06 34 14 76 70

00.0.3 Pièces communes

- Règlement de la consultation
- Acte d'engagement (contractuel)
- C.C.A.P. (contractuel)
- Rapport initial du Bureau de Contrôle (contractuel)
- Rapport amiante
- C.C.T.P. Lot 00 - Prescriptions Communes à Tous les Corps d'Etat (contractuel)

00.0.4 Pièces particulières

- C.C.T.P. propre à chaque corps d'état
- Cadre de D.P.G.F. propre à chaque corps d'état
- Plans fournis par la Maîtrise d'Oeuvre : se référer à la nomenclature des pièces fournies

00.0.5 TVA

TVA au taux de 10% sur tous les travaux intérieurs des bâtiments ci-dessous :

- 1 HENRI EY
- 3 BERGOUIGNAN
- 6 DANY
- 7 MARCHAND
- 9 MOREAU DE TOURS
- 18 LABORIT
- 19 DE NERVAL
- 20 DIDE
- 21 GIRAUDOUX **sauf R-1**
- 25 J-M LEGER
- 26 MAS SAINT EXUPERY

00.0.6 Nomenclature des lots

Lot N°00 GENERALITES COMMUNES TOUS CORPS D'ETAT

Lot N°01 VRD

Lot N°02a GROS OEUVRE - DEMOLITIONS

Lot N°02b DESAMIANPAGE

Lot N°02c MENUISERIES ALUMINIUM

Lot N°03 SERRURERIE

Lot N°04 PLATRERIE - FAUX-PLAFOND - PEINTURE - MENUISERIES BOIS

Lot N°05a REVETEMENTS PVC

Lot N°05b REVETEMENTS CARRELAGE

Lot N°06 CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE SANITAIRES

Lot N°07 ELECTRICITE CFO CFA

00.0.7 Note commune

- Les entreprises devront respecter les obligations en matière de coordination pour la santé et la sécurité conformément à la loi n° 93-1418 du 31.12.94, ainsi que les conditions prévues au Code du Travail et des règlements en vigueur.
- Elles devront un nettoyage et enlèvement des gravois journaliers du chantier ainsi qu'un nettoyage général à la fin de leurs interventions.
- Elles devront également tenir compte des demandes énumérées dans le P.G.C du coordonnateur S.P.S.
- Le chantier fera l'objet d'un tri sélectif obligatoire des déchets (D.I., D.I.B., D.I.S. Déchets d'emballages). Le type de tri sera arrêté au cours de l'étude en concertation avec le maître d'ouvrage et le coordonnateur de santé et de sécurité.

00.0.8 Description sommaire du projet et du marché**00.0.8.1 Visite des lieux**

La visite sur site n'est pas obligatoire, elle est cependant conseillée pour inclure dans leurs offres, toutes les sujétions découlant de l'état des lieux et notamment tous les travaux décrits, ou non décrits et nécessaires aux interfaces entre les existants et les travaux à réaliser.

00.0.8.2 **Calendrier d'exécution**

La durée d'intervention des différents corps d'état pour l'exécution de ce projet est fixée dans l'acte d'engagement. La durée d'intervention de chaque corps d'état peut être morcelée. Les dates d'intervention de chaque corps d'état pouvant être modifiées lors de l'établissement du planning détaillé des tâches et des travaux établi par l'OPC en présence de toutes les entreprises. Le calendrier détaillé d'exécution sera établi par l'OPC.

Un retard d'une entreprise peut décaler l'intervention d'un autre corps d'état. Dans ce cas, ce dernier ne peut ni refuser ce report d'intervention, ni prétendre à un dédommagement quel qu'il soit. Le décalage éventuel des interventions est un aléa prévisible et ne peut donc en aucun cas donner prétexte à réclamation financière. Par contre la durée de l'intervention décalée se rajoute au délai de l'entreprise empêchée.

Le planning d'exécution définitif réalisé par l'OPC suite au travail de préparation de chantier et d'exécution deviendra sera contractuel et servira de base à l'application de pénalités en cas de retards.

00.0.8.3 **Référence des marques**

1) La description de certains matériaux ou produits dans le CCTP est accompagnée de références à des marques nommément désignées afin de définir les niveaux de qualité, de performance et d'esthétique exigés. L'entreprise devra dans son offre fournir la liste des marques, des références des matériaux et matériels utilisés. La marque proposée est un critère important du choix de l'offre (valeur technique). La mention au cours des CCTP de « ou similaires »... » ou de caractéristiques techniques équivalentes » est imposée au maître d'oeuvre par le code des marchés public. Elle n'empêche pas l'entreprise de mentionner une marque et une référence déterminée dans son offre et le maître d'oeuvre d'en tenir compte dans le choix de l'entreprise.

2) La description de certains matériaux ou produits dans le CCTP est faite à partir de la définition des exigences techniques, réglementaires et esthétiques exigées. Dans ce cas, le CCTP ne définit aucune marque de produit, mais l'entreprise devra obligatoirement fournir des propositions dans son offre (marque et référence).

Dans le cas 2), l'entrepreneur est tenu obligatoirement de joindre à son offre de prix, un tableau de nomenclature des matériaux accompagné de tous catalogues ou échantillons si nécessaire.

Dans tous les cas, une fois retenue, l'entreprise devra fournir tous les catalogues et échantillons nécessaires pour tous les matériaux qu'elle mettra en oeuvre. Des prototypes identiques aux produits finis seront demandés pour certains ouvrages et notamment portes équipées, lustrerie, appareils sanitaires, mobilier, enveloppe béton, profils murs rideaux vitrés....

Les produits proposés par l'entreprise devront répondre en tous points aux performances et qualités exigées dans le CCTP et par les normes et règles de sécurité.

00.0.8.4 **Caractéristiques du marché de travaux**

Type de marché

Le présent marché est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE, il comprend la réalisation non seulement des travaux mais aussi des plans et calculs d'exécution pour chaque corps d'état. :

Celui-ci doit être déterminé et réalisé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens. Il ne pourra pas ignorer l'état des lieux sur lesquels seront réalisés les travaux définis au marché ainsi que leurs moyens d'accès.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non-conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues

dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation sur une pièce du marché, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux pièces de son marché.

De même il ne pourra arguer d'une omission dans le cadre bordereau ; les articles qui auraient été oubliés devront être rajoutés et dans tous les cas feront partie intégrante du prix global et forfaitaire. Il est précisé que dans la lecture des informations et prescriptions, les indications mentionnées sur les plans et absentes dans les pièces écrites ou inversement sont réputées portées sur les deux documents indissociablement. Il en est de même pour les pièces administratives.

Caractère forfaitaire du prix

Le prix global et forfaitaire comprend :

- La fourniture et mise en place des matériaux ou matériels de chaque lot, par les titulaires respectifs, ainsi que tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages et au respect des ouvrages des autres lots.

La réalisation des plans d'exécution et des calculs techniques divers par les titulaires de chaque lot. Ces calculs et plans devront être réalisés par un BET compétent.

- Les frais annexes nécessaires à l'application des mesures d'hygiène et de sécurité conformément aux textes et lois en vigueur

Obligation de résultat

Par le seul fait de soumissionner à cet appel d'offre, chaque entrepreneur retenu pour l'exécution des travaux est tenu de respecter les exigences esthétiques, fonctionnelles et techniques du programme.

Il est tenu de vérifier que les travaux prévus permettent d'atteindre les objectifs fixés, dans le respect des règles de l'Art et conformément aux règlements applicables. S'il y a lieu, ce dernier doit apporter toutes améliorations, compléments ou adaptations nécessaires dès lors que certaines prescriptions des plans ou du CCTP seraient contraires ou insuffisantes. Cela dans le respect de l'architecture du bâtiment et donc sous réserve de l'accord de l'Architecte.

00.0.8.5 Pénalités de retard

Suivant conditions spécifiées au marché.

00.0.9 Documentation techniques et normes

Le présent CCTP est énonciatif et non limitatif, c'est-à-dire que tous les travaux devront comporter toutes les perfections nécessaires qui pourraient être omises dans une description ou sur un plan, et être exécutés suivant toutes les règles de l'art, cela sans aucune plus-value.

Les caractéristiques de dimensions, de forme, de qualité et de mise en œuvre des matériaux employés seront, ainsi que les conditions de réception des ouvrages, conformes en ce qui les concerne aux :

- Documents Techniques Unifiés (DTU)
- Cahiers du CSTB (lorsque le DTU correspondant n'aura pas été publié)
- Normes européennes (EN)
- Normes françaises (NF) et Normes Européennes applicables
- Aux lois, décrets et arrêtés en vigueur applicables à ce type de travaux

En cas de contradictions entre ces documents, l'ordre de priorité est donné par l'énumération ci-avant, du paragraphe 1.5 « ordre de préséance des pièces contractuelles ».

Le cadre normatif des dimensionnements structurels du projet est celui défini par les normes

Eurocodes à l'exception des Normes sismiques.

Les travaux seront réalisés en conformité avec les prescriptions suivantes :

- Les différentes règles de calcul.
- Le Code de la Construction et de l'Habitation (article R 123.2 à R123.55)
- Les règlements de sécurité approuvés par l'arrêté du 25 Juin 1980 modifiés, relatifs à la sécurité contre l'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- La législation sur la santé et la sécurité des chantiers et en particulier : la loi 93- 1418 du 31 décembre 1994 et son décret d'application 94-1159 du 26 décembre 1994
- L'arrêté n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public
- L'arrêté du 1er Août 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public
- La réglementation thermique en vigueur
- Arrêtés préfectoraux et tout autres textes en vigueur sur le site
- Les règles parasismiques en vigueur à la date du dépôt de permis de construire.

Dans le cas où les documents décrits au présent CCTP ne figureraient pas aux documents énumérés ci-dessus ou en différeraient par leur conception, l'entrepreneur devra toujours se conformer à l'esprit de ces documents, quant à la qualité et la mise en oeuvre des matériaux.

Le présent CCTP et les documents contractuels, ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description détaillée de tous les matériaux, ouvrages, détails et accessoires, il reste entendu que seront compris dans le marché forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux pièces du marché, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'Art, les règlements et normes en vigueur ainsi que les règles élémentaires de l'esthétique et du bon sens. Le prix remis par l'Entreprise intègre toutes les sujétions d'état des lieux, d'état des abords, des conditions d'accès au site et au terrain, des espaces existants sur ce site pour l'installation des divers équipements de chantier et plateformes de travail. Le prix remis par l'entreprise intègre également toutes les sujétions d'optimisation de ses ouvrages liés à l'établissement des plans d'exécution et des plans de synthèse entre tous les corps d'état.

00.1

SPECIFICATIONS GENERALES AUX ENTREPRISES

00.1.1

Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire

Il sera fourni au dossier de consultation des entreprises, pour tous les lots un cadre bordereau DPGF, suivant la trame descriptive détaillée du CCTP, avec les unités d'ouvrages et les quantités renseignées.

Le cadre de DPGF devra servir de guide à la remise de prix des entrepreneurs. Ce cadre de bordereau énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction.

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre, avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité, en outre il doit contrôler toutes les indications du dossier de consultation, notamment des plans, des dessins et du CCTP.

L'entrepreneur ne pourra, s'il est chargé des travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une augmentation du montant de son marché. Il exécutera donc, comme faisant partie de son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages envisagés.

00.1.2 Obligation de présentation des offres

L'énumération des travaux faisant l'objet du présent document n'est pas limitatif, l'entreprise doit exécuter tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages tels qu'ils ont été conçus, et suivant l'ensemble des prescriptions du présent dossier.

Par le fait de présenter son offre de prix, l'entreprise contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession, nécessaires pour le complet et parfait achèvement des travaux projetés, conformément aux Règles de l'Art, quand bien même il n'est pas fait mention explicitement de certains d'entre eux aux Cahiers des Charges Techniques Particuliers.

Dans le courant du délai d'études, il doit signaler par écrit toute omission, tout manque de concordance ou toute autre erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement des documents de consultation. Faute de quoi, il est réputé avoir accepté les clauses du dossier.

Il en résulte que l'entreprise ne peut se prévaloir d'une omission dans les pièces minimales de son lot, si d'autres documents donnent des renseignements concernant les prestations qu'il doit.

Dans le cas où les stipulations du devis descriptif ne correspondraient pas à celles des plans, notamment en ce qui concerne les dimensions, l'Entreprise se doit d'envisager la solution de la pièce contractuelle prévalant ou si il y a ambiguïté celle la plus onéreuse.

De ce fait, il ne peut réclamer aucun supplément en s'appuyant sur ce que la désignation mentionnée aux Cahiers des Charges Techniques Particuliers peut présenter d'inexact, d'incomplet ou de contradictoire.

Le présent document a pour but de renseigner l'Entreprise sur l'ensemble des ouvrages du projet, mais il ne saurait en aucun cas prétendre traiter tous les cas particuliers et les problèmes de détails qui restent de sa compétence et dans le cadre des connaissances professionnelles de l'Entreprise.

Il est bien entendu, que l'Entreprise s'est rendu compte de l'importance de la nature et de la difficulté des travaux à exécuter et qu'il y a suppléé par ses connaissances professionnelles, par les renseignements dont il s'est entouré. De ce fait, il ne peut en cas d'erreur ou d'omission, prétendre à la majoration du prix global de sa prestation. Il doit parfaitement achever ses ouvrages et installations qui sont livrés en ordre de marche.

Le cadre de prix proposé devra être respecté.

Un récapitulatif précisera les montants des totaux et sous-totaux.

Si ces points ne sont pas respectés, l'offre pourra être rejetée.

00.1.3 Prise de connaissance du projet

Par le seul fait de soumissionner, l'entrepreneur reconnaît qu'il a une parfaite connaissance du projet. Il doit donc connaître, non seulement les pièces contractuelles de son propre corps d'état, mais également tous documents ayant une incidence sur son propre lot.

Il doit signaler au Maître d'œuvre toutes anomalies ou discordances susceptibles d'avoir une influence sur l'établissement du projet définitif. Il ne pourra réclamer aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts ou incomplets. Et ce après la remise de son offre.

00.1.4 Etudes spécifiques

Durant la période de préparation, les entreprises doivent établir et soumettre à la maîtrise d'œuvre et éventuellement au bureau de contrôle technique, les éventuelles modifications ou compléments qu'elles souhaitent apporter et cela notamment dans le cadre des études d'exécution à leur charge.

00.1.5 Dossier DOE

Chaque entreprise fournira les PV et certificats de conformité de tous les matériaux et matériels ainsi que leur notice d'entretien.. Chaque entreprise fournira des plans des ouvrages qu'elle a exécutés après relevé et cotations précises des ouvrages en place. En cas de manquement, le Maître d'OEuvre fera intervenir un géomètre aux frais de l'entreprise concernée. Les DOE seront réalisés sous 15 jours maximum après la date de la dernière réunion d'OPR.

00.2 ORGANISATION DU CHANTIER

00.2.1 Obligations des entreprises

00.2.1.1 Conformité à la réglementation

D'une manière générale, les entreprises devront respecter les différents documents techniques, administratifs, etc... régissant les travaux de bâtiment.

00.2.2 Matériaux et produits

00.2.2.1 Substitutions de matériaux

Les entrepreneurs ont la possibilité de proposer à l'architecte des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualité de catégorie, de classes et de niveaux de performances au moins équivalents à ceux énoncés au CCTP.

00.2.2.2 Echantillons

Les entreprises dont l'offre aura été retenue devront fournir les échantillons ou maquettes de tous les matériaux, appareils ou éléments nécessaires à l'exécution de leur marché. Ces échantillons seront soumis au Maître de l'ouvrage et à l'Architecte. Ils deviendront la propriété du Maître de l'Ouvrage qui pourra les éprouver et éventuellement les détériorer pour faire les essais prescrits par le CSTB. Les échantillons seront remis à l'Architecte au moins un mois avant l'exécution des travaux concernés.

00.2.2.3 Matériaux défectueux

Tous matériaux défectueux ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante, peuvent être refusés par le Maître d'œuvre.

L'entrepreneur s'engage à les retirer ou à les démolir à ses frais dans les délais qui lui sont prescrits.

00.2.2.4 Vérification des matériaux et produits

La conformité des matériaux, produits et composants de construction peut être établie par une attestation établie par un organisme accrédité selon les normes NF ENISO/CEI 17025 et NFEN 45011 ; ou par des essais et épreuves à la charge de l'entreprise réalisés en référence aux Normes.

En vue de vérifier la qualité des matériaux, tout entrepreneur doit satisfaire aux essais complémentaires que le Maître d'œuvre lui demanderait durant ou après l'exécution des travaux.

Afin de prévenir les aléas techniques pouvant découler d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises doivent effectuer avant réception les essais et vérifications figurant dans la liste approuvée par les Assureurs (supplément spécial 82-51 bis du 17 Décembre 1982 du moniteur du Bâtiment et des TP).

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux qui seront envoyés en deux exemplaires, pour examen, au bureau de contrôle qui pourrait être missionné.

Les Constructeurs devront communiquer au bureau de contrôle les renseignements suivants :

- Nom de la personne chargée des vérifications techniques, notamment sur le chantier.
- Liste des vérifications envisagées pour s'assurer de la bonne exécution de chacun des ouvrages.
- Formalisation de ces vérifications, permettant de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante.

00.2.3 Frais inter-entreprises**00.2.3.1 Compte Prorata**

Une convention inter-entreprise sera mise en place par les entreprises permettant de définir l'imputation des diverses dépenses communes de l'ensemble des entreprises sur le chantier telles que défini au CCAP :

- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- Frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - ° l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
 - ° les dégradations et les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé ;
 - ° la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.
- Évacuation aux décharges répartie au titre du compte prorata en dehors des déblais provenant de la démolition
- Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone
- Chauffage du chantier.
- Frais d'exploitation des ascenseurs de chantier si nécessaire

Les entrepreneurs devront prendre en considération dans leur offre, le coût de ce compte, qui sera réparti entre les entreprises proportionnellement au montant de leurs marchés initiaux.

La gestion de ce compte sera assurée par l'entrepreneur principal du lot Gros œuvre sous contrôle des autres lots.

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses dites communes, l'action du Maître d'OEuvre sera limitée au rôle d'amiable compositeur qu'il pourra jouer dans le cas où les répartitions financières conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.

Une convention de compte prorata sera obligatoirement signée par toutes les entreprises et en fin de chantier, chacune d'elles devra présenter à la PMR le quitus de sa participation au compte prorata. Le titulaire gestionnaire du lot principal fera des appels de fonds mensuels pour provision du prorata de 1% du montant des marchés de toutes les entreprises.

00.2.3.2 Protection des ouvrages

L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions et mettre en place toutes les protections nécessaires pour éviter que les ouvrages réalisés par un autre corps d'état ou les existants ne soient détériorés à la suite de ses interventions.

Chaque entrepreneur est responsable jusqu'à la réception de la protection de ses ouvrages. À cet effet, il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toutes dégradations. Dans le cas où il en serait constaté, il devrait remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, les ouvrages détériorés.

00.2.3.3 Échafaudage et moyens de levage

Chaque entreprise doit les matériels de levage et de manutention, ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux (matériels non imputables au compte prorata).

00.3 LIVRAISON DES OUVRAGES - SPECIFICATIONS PARTICULIERES

00.3.1 Précautions à prendre au vu de la réception d'ouvrages soignés

00.3.1.1 Protection des ouvrages

Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages. Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'entrepreneur défaillant tous les éléments utilisés pour la construction, installation ou équipement quelconque (sauf fers à béton, métaux non ferreux ou métallisés) seront livrés sur chantier, revêtus, après nettoyage et brossage, sur toutes leurs parties, au minimum d'une couche de peinture ou de produit approprié qui constituera une protection efficace et durable contre l'humidité et l'oxydation.

La peinture ou le produit employé devra être compatible avec la peinture éventuelle définitive et être préalablement soumis à l'agrément de la Maîtrise d'œuvre. En cas d'absence d'agrément, de protection insuffisante, de détérioration à l'exécution de la peinture définitive, ou de non conformité, la Maîtrise d'œuvre pourra sans supplément de prix, imposer l'exécution d'une couche supplémentaire ou une reprise complète. Les matériaux de protection utilisés seront retirés et évacués par les soins de l'entrepreneur, selon les besoins et au plus tard en fin de chantier.

00.3.1.2 Réception des supports

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc, des différents ouvrages.

Lorsque ces ouvrages constituent le support d'une prestation d'une autre entreprise, cette dernière est tenue de les réceptionner avant tout commencement de ses travaux.

Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, ou aux règles de l'Art il lui appartient de le signaler, par écrit à la Maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports étant déduits du compte de l'entreprise défaillante. Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la Maîtrise d'œuvre. L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

00.3.1.3 Entretien et réception des ouvrages

En fin de chantier, l'entrepreneur procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. L'entrepreneur donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera.

Durant la période de garantie contractuelle, l'entrepreneur devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.

Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.

00.4 SECURITE ET CONTRAINTES SUR SITE

00.4.1 Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail

Obligations générales de l'entrepreneur
Pour chaque entrepreneur

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène, la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la sécurité publique, en répondant à toutes les obligations mises à sa charge par les textes réglementaires en vigueur.

Spécialement

Spécialement, l'entrepreneur doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier tels que les échafaudages garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques, etc., ou charger de ces vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme compétent.

Responsabilités vis à vis des ouvriers et des tiers

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier.

Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toutes personnes. Il s'engage à éventuellement garantir le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre de tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations. Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise ne peuvent être déplacés ou enlevés sans son accord exprès.

00.4.2 Sécurité des personnes

L'entrepreneur du lot Gros œuvre est tenu d'assurer la sécurité des personnes en visite sur le chantier. Il devra fournir en quantité suffisante les casques de chantier et prévoir toutes les protections nécessaires pour éviter tout accident sur ces personnes lors de leurs déplacements sur le chantier.

00.4.3 Sécurité collective

Conformément au décret du 8 Janvier 1965 concernant la sécurité des personnes (clôture complète du chantier), toutes les mesures de sécurité nécessaires à la protection des personnes extérieures à

la réalisation du chantier (passants, visiteurs, etc) ainsi que toutes personnes participant aux travaux devront être prévues à la charge de l'entrepreneur. Bien que la responsabilité de la Maîtrise d'œuvre ne puisse en aucun cas être mise en cause à ce titre, l'entrepreneur ne pourra refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes.

00.5 DECHETS ET GRAVOIS DE CHANTIER

00.5.1 Respect de la législation et de la réglementation

Les déchets de chantiers de bâtiment devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement. Loi complétant et modifiant les 2 précédentes ;
- Loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative aux renforcements de la protection de l'environnement.
- Circulaire du 15 février 2000 la gestion des déchets applicable à partir du 1er juillet 2002.
- Le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets.
- Loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (AGEC) du 10 février 2020

- Obligation de mention des déchets dans les devis depuis le 1er juillet 2021
- Diagnostic Produits, Équipements, Matériaux et Déchets (PEMD) depuis le 1er janvier 2022

00.5.2 Tri des déchets sur chantier

Devront obligatoirement être triés sur chantier les déchets suivants :

- Les déchets dangereux ;
- Les déchets inertes ;
- Les emballages.

Les déchets ménagers et assimilés pourront être triés ou non sur le chantier.

00.5.3 Valorisation des déchets de chantier

Les déchets totalement ou partiellement valorisables devront, dans la mesure du possible, être valorisés, selon leur nature, dans des conditions conformes à la législation :

- Par réemploi ;
- Par traitement de valorisation, selon le cas :
- Par l'entrepreneur dans une installation agréée,
- Par cession par l'entrepreneur à une exploitation agréée pour assurer la gestion de déchets ;
- Par valorisation produisant de l'énergie, le transport jusqu'à l'installation de traitement étant à la charge de l'entrepreneur.

Dans le cas de cession par l'entrepreneur des déchets valorisables à un tiers pour traitement, cette cession devra impérativement faire l'objet d'un contrat écrit.

Ce contrat devra notamment préciser la nature et les quantités de déchets faisant l'objet du contrat, le ou les types de valorisation, et tous les autres renseignements exigés par la réglementation.

00.5.4 Elimination des déchets de chantier après tri

Il est rappelé que, conformément aux termes de la loi du 15 juillet 1975 et du règlement sanitaire départemental, le brûlage à l'air libre de déchets est strictement interdit.

- Déchets dangereux

Les déchets dangereux devront être évacués dans une installation de classe 1.

Avant chargement, les déchets devront être ensachés, conditionnés et palettisés filmés, dans les conditions fixées par la réglementation.

- Déchets inertes

Ces déchets devront être évacués dans une installation de classe 3.

- Emballages - sauf ceux ayant contenu des produits dangereux

Les emballages de chantier devront obligatoirement être valorisés par l'entrepreneur (décret no 94-609 du 13 juillet 1994). Le mode de valorisation est laissé au choix de l'entrepreneur, selon des critères de coût ou autres. Cette valorisation pourra se faire comme il est dit à l'article « Valorisation des déchets de chantier » ci avant.

- Emballages ayant contenu des produits dangereux

Ces emballages seront évacués dans une installation de classe 1, après ensachage ou conditionnement réglementaire.

- Déchets ménagers et assimilés, non triés sur chantier

Dans le cas où ils ne sont pas triés sur chantier, ces déchets seront évacués dans une installation de classe 2.

L'entrepreneur pourra également transporter ces déchets non triés à un centre de tri.

- Déchets ménagers et assimilés triés sur chantier

Les déchets incinérables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation produisant de l'énergie.

Ceux valorisables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation de valorisation ou de recyclage.

Les autres déchets seront évacués dans une installation de classe 2.

00.5.5 Transport des déchets

L'envoi des déchets vers le lieu de traitement s'accompagnera de l'émission d'un bordereau de suivi des déchets.

Le transport des déchets de chantier devra être effectué dans le strict respect de la réglementation très précise à ce sujet.

Déchets dangereux

Le transport des déchets dangereux devra se faire conformément à la réglementation, et notamment :

- Les déchets devront être ensachés ou conditionnés et comporter l'étiquetage réglementaire ;
- Le véhicule, son équipement et ses papiers de bord devront répondre à la réglementation ;
- Le transporteur devra être habilité pour ce type de transport, et il devra respecter les instructions particulières qu'il aura reçues de la préfecture ou de la direction départementale de l'équipement concernant les itinéraires.

Pour les déchets d'amiante friable ou de certains produits de peinture, de terres polluées ou d'hydrocarbures, le transport devra faire l'objet du « Bordereau de suivi des déchets spéciaux » conforme au modèle administratif existant.

Autres déchets

Les autres déchets ne demandent pas de conditions particulières de transport, si ce n'est que l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour que les différentes natures de déchets ne puissent se mélanger lors du transport.

00.5.6 Déchets inertes utilisés pour remblaiement sur site ou autres

Déchets inertes utilisés pour remblaiement de carrières ou autres

Ne pourront être utilisés pour ce remblaiement que des déchets inertes tels que déblais de terrassement et matériaux de démolition.

Ils devront avoir été expurgés de tous déchets impropres à cet usage tels que bois et autres matériaux putrescibles, plastiques et métaux, ainsi que des plâtres.

Ce remblaiement devra faire l'objet d'un bordereau de suivi conformément à la réglementation.

Ce bordereau devra préciser notamment :

- la provenance des matériaux de remblaiement, leur nature et caractéristiques, leur quantité et leur destination ;
- les moyens de transport utilisés ;
- la conformité des matériaux utilisés à leur destination.

00.6 LIMITES DE PRESTATIONS ENTRE LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT

Chaque CCTP précise les prestations dues par l'entrepreneur concerné.

En aucun cas, ces règles ne soustraient l'entrepreneur de ses obligations de complet achèvement de ses ouvrages dans les délais prescrits, selon les règles de l'art et conformément à son obligation contractuelle de résultat.

En particulier :

- Aucune canalisation ou gaine ne devra être apparente, y compris les remontées et les évacuations aux appareils. A cet effet des incorporations avant coulage dans certains ouvrages de maçonnerie ou béton seront indispensables notamment pour les lots électricités plomberie sanitaire et CVC. Les plenums des faux plafonds pourront être également utilisés à cet effet. Dans les faux plafonds non démontables l'entreprise devra prendre les précautions nécessaires pour situer les éléments demandant entretien ou visites régulières hors de ces plenums. Les trappes sont interdites, sauf si elles sont, réellement cachées. Seuls les locaux techniques ne sont pas concernés par cette prescription. Pour tous les autres locaux toute canalisation ou gaines apparente impossible à supprimer, quelle qu'en soit la raison, occasionnera à l'entreprise responsable une pénalité de 50€ HT par ml de canalisation ou gaine.

-Tous les tampons des regards seront invisibles: soit en étant borgne, soit en étant un tampon manufacturé permettant d'accueillir le même revêtement de finition que le sol dans lequel qu'il

s'insère. Dans tous les cas, aucun tampon de regard ne sera positionné dans des sols béton.

- Les percements et saignées seront exécutés très soigneusement sans risque d'ébranler les ouvrages. Leurs dimensions seront celles strictement nécessaires. Les saignées ne devront pas avoir une profondeur supérieure à la demi épaisseur des cloisons minces ou pénétrer dans la paroi opposée des matériaux creux.

- Chaque entreprise fournira ses besoins en incorporation ou en réservations de façon à adapter, éventuellement, certaines épaisseurs de parois. Les adaptations d'épaisseurs finies des cloisons sont réputées incluses dans le prix de l'entreprise concernée.

- Les scellements seront réalisés au mortier de ciment CP 325 minimum et sable fin. Les cales en bois dans les scellements et le ciment prompt seront interdits.

Dans le cas où les scellements et les rebouchages seraient mal exécutés, le Maître d'OEuvre se réserve le droit de les faire reprendre aux frais de l'entreprise défaillante sans mise en demeure préalable.

- Aucune saignée ne pourra être faite dans les parois restant brutes telle que les voiles bétons apparents, par exemple. Dans ce cas les canalisations éventuelles devront être incorporées au coulage.

- Toutes les réservations dans les dallages et planchers seront prévues, de façon à ce que le niveau des sols finis (y compris revêtements) soient au même niveau dans chaque local. Le lot GROS OEUVRE demandera les réservations précises aux corps d'état réalisant les revêtements de sol finis et adaptera ses ouvrages en conséquence.

- Les jonctions entre les différents revêtements de sol seront réalisées sans seuil. La découpe et liaison des revêtements sera parfaitement droite. La liaison se fera sous les ouvrants des portes afin que la jonction soit invisible en position de porte fermée. Sauf pour les locaux revêtu d'un parquet, ou le lot en charge du parquet réalisera un seuil bois également invisible en position fermé.

